

ASSEMBLÉE NATIONALE

7 décembre 2023

CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION - (N° 1943)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 1327

présenté par

Mme Élisabeth Martin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Caron, M. Carrière, M. Chauche, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Corbière, M. Coulomme, Mme Couturier, M. Davi, M. Delogu, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Etienne, M. Fernandes, Mme Ferrer, Mme Fiat, M. Gaillard, Mme Garrido, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hignet, Mme Keke, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Laisney, M. Le Gall, Mme Leboucher, Mme Leduc, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Pascale Martin, M. Martinet, M. Mathieu, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Quatennens, M. Ratenon, M. Rome, M. Ruffin, M. Saintoul, M. Sala, Mme Simonnet, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé, M. Vannier et M. Walter

ARTICLE 26 QUINQUIES

Cet article est supprimé.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement, le groupe parlementaire LFI-NUPES supprime la demande de rapport au gouvernement présentant les moyens technologiques et humains supplémentaires nécessaires pour assurer le contrôle des côtes de l'archipel guadeloupéen afin de lutter contre l'immigration irrégulière.

Ce rapport est superfétatoire et intervient un an après le vote d'une loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur. Ce budget de plus de 15 milliards d'euros consacrés à des dépenses de sécurité a accru drastiquement les moyens de la police aux frontières par l'intégration des gardes-frontières de Frontex. Ces derniers ont été dotés d'outils de technopolice effrayants listés à l'époque dans le rapport annexé de la LOPMI parmi lesquels, la généralisation de drones de surveillance, dotés de matériels spécifiques (vision nocturne, dispositifs de détection thermique), caméras infrarouges et thermiques, lunettes ou casques de réalité augmentée pour "l'interrogation des fichiers".

Le mantra de la lutte contre l'immigration irrégulière dans les territoires transocéaniques dits « ultra-marins » masque mal l'instrumentalisation de ces zones utilisées à des fins d'expérimentation de la répression policière. Nous condamnons fermement cette militarisation de nos frontières.